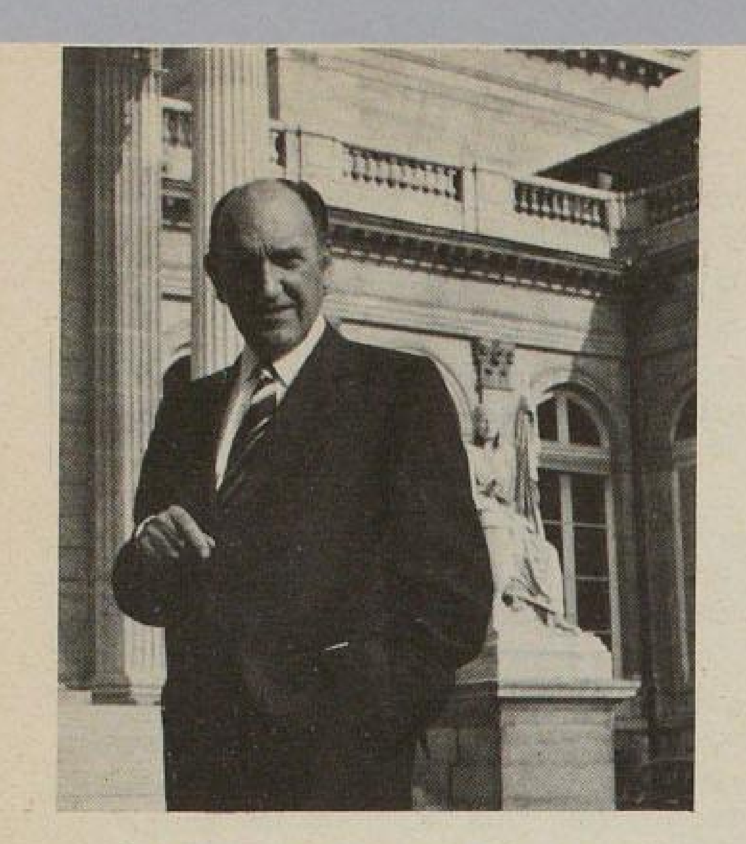


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

2e CIRCONSCRIPTION LE PUY - BRIOUDE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1973

René CHAZELLE

DÉPUTÉ SORTANT

Au moment où je sollicite à nouveau vos suffrages, vous êtes tous en droit de me demander si l'engagement, que je prenais en 1967 et en 1968, **de vous défendre et de rendre compte de mon mandat,** a été rempli.

J'ai condensé par écrit mon activité parlementaire, et j'espère que ce document vous est bien parvenu. La Majorité (U. D. R., Giscardiens et leurs alliés) fait de l'expansion de l'économie française le leitmotiv de sa campagne électorale.

Si les statistiques confirment cette expansion, **qui est due à l'effort de tous,** comme d'ailleurs est en expansion l'économie de nos voisins et partenaires, nous devons nous demander : **qui a profité de la croissance économique ?** Car elle n'a ni supprimé ni réduit véritablement les injustices choquantes. Il faut que tous les Français, et pas seulement quelques-uns, puissent bénéficier de l'expansion, alors que nous voyons les quelques avantages obtenus parfois après des revendications répétées, **absorbés** par la hausse du coût de la vie.

C'est le grand échec du Gouvernement. Le Ministre des Finances avait promis pour 1972 une hausse de 3 %. Mais nous avons dépassé les 6 % et les familles savent bien que le fameux plan anti-hausse n'a pas arrêté la valse des étiquettes et qu'il n'est qu'une nouvelle contrainte pour les commerçants.

Demain, si vous me renouvelez votre confiance :

★ **Je lutterai** pour que les cultivateurs, qui ont un revenu global d'un quart inférieur au revenu moyen national, puissent connaître, enfin, la parité des prix, la revalorisation de leurs produits et notamment celui du lait, ainsi qu'une plus grande protection sociale; que l'I.V.D. soit au taux unique de l'I.V.D. de restructuration et indexée au coût de la vie.

★ **Je lutterai** pour que les salariés français, qui travaillent autant que leurs collègues allemands, mais touchent environ 25 % de moins, aient le salaire minimum à 1 000 francs, pour que la retraite soit fixée à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes, pour que la durée hebdomadaire du travail soit réduite sans réduction de salaire, pour l'amélioration des conditions de travail (cadences, travail à la chaîne) et des conditions de sécurité et d'hygiène.

★ **Je lutterai** pour que nos commerçants, nos artisans, nos petits industriels, qui constituent la structure économique de nos campagnes, tributaires depuis des années d'une fiscalité excessive et tracassière, puissent bénéficier dans notre région d'exonérations fiscales spécifiques pour faire face aux charges nouvelles.

★ **Je lutterai** pour que les allocations familiales soient indexées régulièrement sur le coût de la vie, pour que les personnes âgées puissent obtenir une revalorisation substantielle de leur retraite, pour que les handicapés ne soient pas une charge pour leur famille mais que s'exerce pleinement en leur faveur **la solidarité nationale.**

★ **Je lutterai** pour que la jeunesse puisse trouver chez nous des emplois et que sa formation ne soit pas une charge insupportable pour tant de budgets modestes. Je dois rappeler que sur ma proposition et en dépit de tous les obstacles qui m'avaient été opposés, j'ai pu faire voter, par le Conseil Général, un Fonds d'aide à la scolarisation pour compléter ou suppléer l'insuffisance des bourses nationales **pour tous les enfants de la Haute-Loire.**

★ **Je lutterai** pour que les traitements des fonctionnaires et des auxiliaires leur permettent de suivre l'évolution du coût de la vie, ainsi que pour les retraités qui sont frustrés de la péréquation votée en 1948 par mon ami Le Coutaller, pour que les rentiers viagers ne soient plus spoliés par l'inflation et pour que l'indexation promise soit enfin réalisée.

★ **Je lutterai** pour que les cadres puissent bénéficier d'avantages garantis et pour que les professions libérales puissent exercer leurs activités dans les meilleures conditions possibles.

★ **Je lutterai** pour que les droits des anciens combattants et victimes de guerre soient enfin reconnus, pour le rapport constant et l'alignement des retraites pour les anciens de 1914-18 et mes camarades de combat 1939-45 et de la Résistance; pour la retraite à 60 ans pour les prisonniers de guerre et pour la reconnaissance de leur qualité de combattant aux anciens d'A.F.N.

★ **Je lutterai** pour les mutilés du travail et pour leurs veuves, sans oublier les femmes seules dont la vie est souvent difficile.

Ce programme d'action serait aisément réalisable si l'expansion était plus équitablement répartie.

Rappelons-nous que l'on refusait en avril 1968 ce que l'on accordait un mois plus tard sans aucun dommage pour l'économie française. Mais l'expansion n'a pas réduit les injustices et je ne puis cacher mon amertume lorsque je vois ce que, trop souvent, le Gouvernement a fait de l'argent des Français.

C'est le gaspillage de l'argent public en pure perte :

— Les abattoirs de La Villette ont coûté inutilement 150 milliards d'anciens francs. Une commission d'enquête a révélé ce scandale, mais aucune suite n'a été donnée à ses conclusions.

— Les dépenses de prestige, comme le "Concorde", qui est une réussite technique, mais qu'aucun pays, hélas ! ne veut acheter, et qui aura coûté à ce jour 750 milliards d'anciens francs pour la France seule. Chaque avion "Concorde" coûte deux fois le budget du Conseil Général de la Haute-Loire.

— Gaspillage lorsque le Gouvernement finance des entreprises incertaines, également lorsque le Président de la République donne aux Africains, sans consulter le Parlement, 100 milliards d'anciens francs, alors que tant de régions de France auraient besoin d'équipements collectifs.

— Injustice également, quand l'impôt frappe davantage les familles nombreuses et les plus modestes, que ceux qui arrivent à ne rien payer grâce à un "avoir fiscal". On constate que le nombre des assujettis à l'impôt sur le revenu augmente constamment par l'effet de l'inflation et du maintien des tranches d'abattement, et que ce sont les salariés qui représentent plus de 90 % de cette augmentation.

Non seulement l'injustice touche les catégories les moins riches, mais elle touche aussi les régions.

Tandis qu'on bâtit à coup de milliards un invivable Paris de l'an 2000, on refuse de maintenir chez nous les services publics qui seuls peuvent permettre de vivre normalement dans nos campagnes et d'**attirer des industries complémentaires** pour le maintien de l'emploi. Que d'écoles, de bureaux de poste, que de perceptions, que de recettes locales des impôts, que de lignes de chemins de fer ont été fermés dans notre département au cours de ces dernières années! Que dire du VI[e] Plan, **que j'ai personnellement refusé,** sinon qu'il planifie encore la régression économique en Haute-Loire. Il prévoit que notre population diminuera de 5 000 habitants entre 1968 et 1976, alors que les emplois créés seront insuffisants pour compenser les départs massifs qui frappent nos campagnes où deux exploitations agricoles ferment quotidiennement.

Que dire aussi de la situation de nos communes contraintes à des dépenses toujours plus lourdes sans que l'Etat ne réforme les finances locales et sans qu'il les dispense de payer une écrasante T.V.A. Que dire encore des finances départementales, maintenant que le Conseil Général doit assurer l'entretien de la plupart des routes nationales!

Chaque jour, dans mes conversations avec les uns et les autres, dans mes permanences **(plus de 300 en cinq ans)**, à travers le courrier que vous m'avez adressé, à travers vos organisations professionnelles et syndicales, je ressens les désirs profonds de changement qui animent mes compatriotes et aussi l'espoir qu'une nouvelle politique, enfin, permette à la Nation et à l'Etat de faire leur devoir à l'égard de chacun de vous.

Si nous continuons, par lassitude, par refus de réagir, à voter pour les hommes de la Majorité, ou pour ceux qui s'y sont convertis, alors craignons que les convulsions d'un peuple qui n'acceptera plus longtemps l'injustice, fassent éclater de nouveaux désordres comme en mai 1968.

Je suis le candidat des Démocrates, Socialistes et Radicaux. J'ai l'honneur de représenter ce grand courant de pensée et d'humanisme. Nul ne saurait le contester : il est un peu la conscience des nations, car il concilie la Liberté, la Justice et la Paix.

Si nous avons signé un Programme commun, c'est pour qu'une grande masse de travailleurs, les plus défavorisés, puisse participer aux fruits de l'expansion, apportant leur difficile labeur à notre croissance économique.

Dans les heures graves que la France a traversées, devant le péril, on a souvent parlé de l'union sacrée, personne n'excluant personne dans la grande famille française.

Quel homme de cœur, quel homme soucieux de justice, de paix sociale, n'estime pas que nous avons eu raison de rassembler des hommes qui travaillent, des hommes de progrès, des hommes de justice, dans le respect d'un contrat solennel dont la caution est la France, pour assurer plus de bien-être dans un pays passionné de liberté!

Aujourd'hui, comme en juin 1968, pour se maintenir au pouvoir, le Gouvernement et sa Majorité brandissent l'étendard de la "peur", rabaissent les Français en pensant qu'à défaut d'arguments, de bilan, de programme, d'honnêteté politique, **le réflexe de la peur** pourra suppléer à leur libre choix.

Quel outrage à ces Français et à ces Françaises, héritiers d'un pays d'où sont partis la Chevalerie, les Combattants pour la liberté et la libération des peuples, les Poilus de 1914, ou de la Résistance..., **que de prétendre les amener à voter par peur.**

N'acceptez pas qu'on vous méprise!

Electeurs, Electrices, entre ceux qui veulent poursuivre la même politique, conserver les mêmes injustices, camoufler leurs scandales, qui refusent de régler les grands problèmes de notre temps, et ceux qui veulent changer la vie sans bouleverser, donner un nouveau sens à la solidarité nationale, à la démocratie, à la liberté, à la paix dans le monde, je suis persuadé que vous avez choisi.

Fort de votre appui et de votre confiance, je continuerai mon combat pour vous aider à obtenir un sort meilleur dans un pays où la Justice et toutes les Libertés ne seront plus de vains mots.

René CHAZELLE Député sortant

A. Vice-Président de l'Assemblée Nationale. Conseiller général. Adjoint au Maire de Blesle.
Docteur ès Lettres. D.E.S. Droit. Lauréat de la Faculté de Droit de Lyon.
V.-P. du Tribunal de Grande Instance de Paris.
Ancien Membre du Conseil Supérieur de la Magistrature et du Comité consultatif constitutionnel
Officier de la Légion d'honneur à titre militaire. Croix de guerre. Médaille de la Résistance.
Chevalier du Mérite agricole. Officier de l'Instruction publique et de la Santé publique. Mérite social.

Maurice GARDÈS Remplaçant éventuel

Commerçant. Conseiller général. Conseiller municipal du Puy.

Dernière minute

Alors que je n'ai attaqué personne, le Docteur SIMON vient de mettre en doute mon honnêteté politique en écrivant dans le Journal L'ÉVEIL du 17 février 1973 que ma candidature "se présente sous des allures rassurantes et **trompeuses**".

En vérité, qui trompe-t-on ?

- Lorsque, opposant virulent au gaullisme en 1967, le Dr SIMON se rallie aujourd'hui à la Majorité.
- Lorsque, prétendant défendre la Haute-Loire, le Docteur SIMON peut déclarer au Conseil Général le 27 octobre 1970 (Procès-verbal des séances p. 540) en parlant de l'acquisition du Domaine du Sauvage (210 millions) : "Le département n'a rien à perdre dans cette opération, que pour une fois – *et je me permets d'insister là-dessus* – c'est peut-être une de nos rares opérations qui a un intérêt d'enrichissement immédiat, **contrairement aux millions que nous dépensons pour les adductions d'eau, pour les chemins ou pour d'autres investissements plus stérilisants**"!!!!

Candidat de l'Union de la Gauche Socialiste et Démocrate (Parti Socialiste et Radicaux de Gauche)

Imp. WATEL - BRIOUDE